

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 15/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV DEEE

1 AVENUE ALBERT RAMBOZ
69320 FEYZIN

Références : UDR-SSDAS-23-3-EM
Code AIOT : 0006108193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/12/2022 dans l'établissement SUEZ RV DEEE implanté site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 FEYZIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV DEEE
- site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 FEYZIN
- Code AIOT : 0006108193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ DEEE réalise une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Les déchets proviennent de professionnels dont 90 à 95 % de grands magasins d'électroniques et flux ménagers de déchetteries.

Le site dispose de 2 lignes de broyage de DEEE : une pour les Gros Électroménagers Froids (GEM-F), une pour les Petits Appareils en Mélange (PAM). Avant broyage, les appareils sont dépollués.

L'exploitant a déposé un Porter à Connaissance (PAC) le 07/10/2022 décrivant des modifications prévues sur son site avec pour objectif final le remplacement de sa chaîne de broyage pour les GEM-F (fin 2023-début 2024). Ces modifications ont été évoquées lors de la visite et sont en cours d'instruction par les services de l'Inspection. Elles feront l'objet d'un prochain rapport.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de stockage
- Traçabilité des flux réceptionnés
- Vérifications périodiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées	Proposition de délais
2	Plan général des stockages	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 10.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 6.1.1	/	Sans objet
3	Hauteur des stockages	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.1.6	/	Sans objet
4	Registre de suivi des déchets	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 9.1.11	/	Sans objet
6	Vérifications périodiques des équipements	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.5.3	/	Sans objet
8	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.1.4	/	Sans objet
9	Porter à Connaissance	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 1.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection réalisée le 27/12/2022 avait pour objectif principal le contrôle des conditions de stockage des produits réceptionnés.

Les stockages sont réalisés dans les quantités / volumes limites imposés. Ils sont globalement réalisés dans les emplacements prévus à cet effet et respectent les hauteurs limites imposées. Un stockage d'emballage vide (caisse et bidons) est toujours réalisé sur un emplacement non prévu à cet effet. L'Inspection demande à l'exploitant de régulariser cette situation.

Le suivi des stockages (registre, état des stocks) est correctement réalisé.

L'Inspection constate que l'exploitant réalise les contrôles périodiques imposés. Toutefois, elle demande des précisions quant au suivi des corrections à apporter suite à ces derniers (installations électriques, rejets dans les eaux pluviales).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etat des stocks
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection un état des stocks des produits présents sur site daté du 26/12/2022. Cet état des stocks reprend l'ensemble des produits présents sur site, classé par alvéole. Il est inscrit également le pourcentage de remplissage de ces dernières ce qui permet d'estimer le volume / quantité présent de produits présents dans l'installation. L'état des stocks comprend également la typologie de déchets (code article, intitulé), leur emplacement, leur mode de conditionnement, la quantité estimée (volume, tonnage) et la comparaison avec les quantités maximales imposées par l'arrêté préfectoral. Ces éléments ont également été transmis par mail du 27/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan général des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan général des stockages
<p>Constats : L'Inspection dispose d'un plan général des stockages représentant l'ensemble de ces derniers, les alvéoles et les typologies de stockages correspondant.</p> <p>L'Inspection constate que les emplacements représentés sur le plan transmis sont respectés et correspondent à la réalité du terrain.</p> <p>Concernant les non-conformités liés à la dernière inspection du 20/12/2021, l'Inspection note que les Petits Appareils en Mélange (PAM) qui étaient stockés en partie hors des alvéoles prévus à cet effet lors de la visite du 20/12/2021, sont cette fois ci, stockés sous les alvéoles et ne débordent pas de ces dernières.</p> <p>Les extincteurs usagés, dont le stockage était problématique lors de la dernière visite, sont également stockés de manière réglementaire.</p> <p>L'Inspection note toutefois la présence de boîtes plastiques vides à l'entrée du site, sur une zone non représentée dans le plan de stockage. Ce stockage était déjà présent mais dans un volume supérieur, lors de la précédente inspection du 20/12/2021. L'exploitant indique que les boîtes stockées sont vides et ne contiennent aucun produits dangereux.</p> <p>L'Inspection précise qu'aucun espace de stockage n'est prévu sur cette zone. L'exploitant indique que la réorganisation du site, décrite dans le Porter à Connaissance (PAC) du 07/10/2022, permettra de stopper définitivement le stockage d'éléments sur cette zone.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, soit de cesser le stockage d'éléments combustibles sur cette zone et de transmettre les éléments démontrant de l'évacuation de ce dernier, soit de définir une zone de stockage précise et de transmettre les éléments liés (plan actualisé, typologie de stockage quantité, etc.).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Hauteur des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Hauteur des stockages
<p>Constats : L'Inspection constate que, conformément aux hauteurs limites mentionnées dans l'étude de danger, les hauteurs limites de stockages sont respectées.</p> <p>Sous les alvéoles, les stockages sont limités à 3,9 mètres de hauteur. Hors alvéoles, les GEM-F sont limités à 6 mètres de hauteur. L'Inspection constate que ces hauteurs de stockage sont respectées.</p> <p>L'exploitant indique que la hauteur des blocs bétons formant les alvéoles ainsi que le nombre de GEM-F empilés (maximum de 7 GEM-F empilés, 5-6 GEM-F empilés constatés) permettent d'estimer et de contrôler les hauteurs limites pour ces deux types de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre de suivi des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 9.1.11
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre de suivi des déchets
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection son registre de suivi des déchets entrants. Ce registre informatisé comprend l'ensemble des informations demandées notamment la date de réception, la nature du déchet, la quantité de déchets entrants, le nom et l'adresse du transporteur, le code de traitement, etc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations électriques
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques. Cette dernière a été réalisée le 12/07/2022 par l'APAVE. Elle a révélé des non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie notamment concernant la surintensité de certains éléments électriques. L'exploitant indique qu'un plan d'action a été mis en place afin de lever les non-conformités constatées. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 1 mois, le plan d'action mis en place concernant les travaux réalisés et les éléments démontrant de la levée des non-conformités constatées. Dans l'éventualité où les non-conformités n'auraient pas été levées, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les mesures compensatoires mises en œuvre permettant de s'assurer de l'absence de risques incendie sur cette période.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Vérifications périodiques des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifications périodiques des équipements
Constats : L'exploitant montre à l'Inspection le rapport de vérifications périodiques réalisé par DESAUTEL concernant la vérification des extincteurs et des Robinets d'Incendies Armés (RIA). Ce rapport n'a révélé aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
<p>Constats : L'Inspection indique que l'exploitant complète correctement le site GIDAF et transmet les résultats liés à ses rejets en eaux pluviales. L'Inspection constate des dépassements des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) réglementaires sur les déclarations de 01/2022 et 08/2022 concernant les paramètres DBO5 et le DCO. Les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 132 mg/l pour le paramètre DCO pour la mesure réalisée en 08/2022 (seuil à 125 mg/l) - 37 mg/l pour le paramètre DBO5 pour la mesure réalisée en 08/2022 (seuil à 30 mg/l) - 284 mg/l pour le paramètre DCO pour la mesure réalisée en 12/2021(seuil à 125 mg/l) - 139 mg/l pour le paramètre DBO 5pour la mesure réalisée en 12/2021 (seuil à 30 mg/l) <p>L'exploitant indique que, suite à ces résultats, il a réalisé un curage et un nettoyage complet de l'ensemble de ces canalisations et bassins. Une nouvelle mesure a été réalisée en 12/2022. Les résultats sont attendus début 2023 et permettront de constater si ce nettoyage a permis de faire baisser les valeurs concernant le DBO5 et le DCO.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que la présence de dépassements des seuils est une Non-Conformité et demande des corrections immédiates.</p> <p>Elle demande donc à l'exploitant, sous 1 mois, de transmettre les résultats de l'analyse des rejets aqueux réalisée en 12/2022 et de justifier du respect de la prescriptions et des valeurs seuils réglementaires.</p> <p>Des potentiels dépassements des VLE réglementaires sur cette analyse entraineraient, de la part de l'Inspection, la demande de réalisations d'actions spécifiques rapides visant à faire diminuer les résultats des valeurs identifiées comme problématiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des accès
<p>Constats : L'exploitant indique avoir modifié le programme de surveillance de son site. En supplément de la surveillance automatique (caméra et alarme incendie et intrusion avec renvoi d'appel) déjà réalisée sur site hors période d'exploitation (nuit et weekend), le site est désormais également surveillé par un gardien sur ces mêmes périodes.</p> <p>Ce dernier réalise des rondes régulières sur l'ensemble du site et dispose d'un schéma d'alerte précis à appliquer en cas d'incident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Porter à Connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2017, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à Connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Porter à Connaissance
Constats : L'Inspection a également évoqué avec l'exploitant certains éléments du PAC déposé le 07/10/2022. Des précisions ont été demandées sur certains éléments (contrôle des rejets atmosphériques, garanties financières, etc.). L'exploitant a décrit à l'Inspection les travaux envisagés sur son site à savoir surélévation de la toiture, ajout de locaux (oxydateur thermique, générateur d'azote), réorganisation des stockages, remplacement de la chaîne de broyage. L'instruction et l'analyse du PAC seront réalisées dans un prochain rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet